



**Conseil de l'Union européenne**  
Secrétariat général

Direction générale Administration  
Direction Ressources humaines et administration du personnel  
*Le directeur*

Son Excellence Monsieur/Madame  
l'Ambassadeur

Représentant permanent de [État  
membre] auprès de  
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le ... **22 DEC. 2016**

**Objet:** **Détachement auprès du Secrétariat général du Conseil d'experts nationaux  
spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée**  
Réf.: END/1/2017 (3235)

Madame, Monsieur,

Le 5 décembre 1997, le Conseil a adopté l'action commune 97/827/JAI instaurant un mécanisme d'évaluation par les pairs permettant aux États membres d'évaluer la mise en œuvre par chacun d'entre eux des instruments de coopération destinés à lutter contre la criminalité organisée internationale. Le Secrétariat général du Conseil apporte son concours à cette mesure avec une équipe de trois experts nationaux détachés afin d'aider les présidences successives à mettre en œuvre les évaluations.

À cette fin, j'ai l'honneur de vous informer que le Secrétariat général du Conseil a l'intention de recruter un expert national détaché. Cet expert sera associé à l'organisation du système d'évaluations par les pairs, mis en œuvre par la présidence avec le Secrétariat général et des experts des États membres, mais il pourra aussi être assigné à d'autres questions traitées par l'unité compétente en matière de justice pénale.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision 2015/1027/CE du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

Les qualifications et l'expérience requises sont précisées en annexe. L'expert devrait prendre ses fonctions au Secrétariat général du Conseil le **1<sup>er</sup> avril 2017** au plus tard.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du Secrétariat général du Conseil (décision 2015/1027/CE - JO L 163 du 30.6.2015 - abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats qualifiés pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du (des) point(s) de contact national(aux) responsable(s) pour chaque candidature. Les actes de candidature doivent être accompagnés d'un curriculum vitae détaillant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le 30 janvier 2017 à 17 h 00 (heures de Bruxelles), à l'adresse suivante:

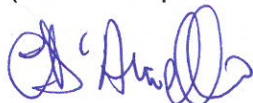
**service.recrutement-END@consilium.europa.eu**

L'unité 2B "Coopération judiciaire pénale" de la DGD et la direction des ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'Autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le Secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général du Conseil en s'adressant à M. Gilles Duval ([gilles.duval@consilium.europa.eu](mailto:gilles.duval@consilium.europa.eu))  
Tél. +32 2 2818142, ou +32 473 945199).

(formule de politesse)



M<sup>me</sup> Cesira D'ANIELLO

Annexes:

Annexe 1 - Description du poste

**Expert national détaché (END)**  
**auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

**DG D, Direction 2**

**Justice:**

**Unité 2 B "Coopération judiciaire pénale"**

*Réf.: END/1/2017 (3235)*

**Description du poste**

**A. Tâches**

Placé sous l'autorité du chef de l'unité D 2B, travaillant avec les fonctionnaires et les autres END du Conseil, l'expert devra accomplir les tâches énumérées ci-après:

- conseiller et assister la présidence dans la mise en œuvre de son programme, notamment en ce qui concerne les dossiers figurant à l'ordre du jour des groupes de travail auxquels l'unité apporte son soutien, et plus particulièrement ceux qui portent sur la coopération judiciaire et le droit pénal matériel;
- participer aux évaluations réalisées par le Conseil dans le cadre du 8<sup>e</sup> cycle consacré à la lutte contre la criminalité environnementale, et notamment aux visites d'évaluation et à l'établissement de rapports;
- donner suite aux priorités établies par la présidence du Conseil pour les dossiers législatifs et non législatifs;
- travailler en étroite coopération avec d'autres services du Secrétariat général du Conseil, avec la Commission européenne, avec les États membres et avec les agences et organismes intervenant dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, comme Europol, Eurojust et le Réseau judiciaire européen.

## B. Qualifications et expérience requises

- avoir un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires de trois années au moins, sanctionné par un diplôme, ou posséder une formation professionnelle équivalente sanctionnée par un diplôme ou un certificat délivré par un établissement d'études supérieures dans un domaine pertinent ou par un établissement tel qu'une école nationale de police ou de magistrature, une académie de police ou une académie militaire;
- avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la justice/coopération judiciaire au sein d'une structure judiciaire, d'un parquet ou d'un tribunal, de préférence dans le domaine de la criminalité financière (blanchiment d'argent, financement du terrorisme ou fraude);
- une connaissance de la coopération judiciaire internationale et des instruments de l'UE en matière de relations internationales constituerait un atout;
- pour l'exercice de ces fonctions, il est nécessaire d'avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle de l'Union européenne<sup>1</sup> et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue.

En pratique, dans l'intérêt du service, il est nécessaire d'avoir une connaissance approfondie de l'anglais oral et écrit, étant donné que le poste requiert tout particulièrement une bonne aptitude à la rédaction et à la mise au point de documents. La connaissance de la langue française serait un atout.

---

<sup>1</sup> Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.



### **C. Dispositions et aptitudes requises**

- solides aptitudes en matière de rédaction et de communication (orale et écrite);
- discrétion;
- capacité de gérer une charge de travail importante et de travailler de manière efficace au sein d'une équipe dans un environnement multinational;
- bonnes capacités de gestion et d'organisation;
- souplesse, capacité d'adaptation et autonomie;
- sens aigu de l'initiative.

### **D. Habilitation de sécurité**

- disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau CONFIDENTIEL UE. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par le candidat auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du Secrétariat général du Conseil. La validité de l'habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le Secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement du candidat en tant qu'expert national.

### **E. Conditions générales**

- être ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques;
- avoir satisfait à toutes les obligations légales en matière de service militaire.

Le Secrétariat général du Conseil applique une politique d'égalité des chances.

Pour plus de renseignements concernant la procédure de sélection, veuillez contacter: M. Gilles Duval ([gilles.duval@consilium.europa.eu](mailto:gilles.duval@consilium.europa.eu) Tél. +3222818142, ou +32 473945199)